



Troupes occidentales en Ukraine : une tentative ratée d'instiller une ambiguïté stratégique.

Le retour de la guerre sur le continent européen. Soixante-dix-sept ans après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la Russie envahit l'Ukraine, voisine, le 24 février 2022. Deux années plus tard, le conflit s'est stabilisé sur une ligne de front partant du nord-est ukrainien, en passant par le centre-est, jusqu'au sud. La principale contre-offensive ukrainienne, à l'été 2023, se solda par un échec, ne permettant pas de percer la ligne défensive russe. Dès lors, comme l'a explicitement déclaré le chef d'État-Major de l'armée ukrainienne Valery Zaloujny, à l'automne 2023, la guerre russo-ukrainienne est rentrée dans une phase de "position", caractérisée par des combats statiques et d'usures¹. L'attrition devient donc un enjeu fondamental pour chacune des parties. La Russie, dans l'optique de continuer à approvisionner ses troupes en matériels et munitions, se base sur deux leviers : externe et interne. De manière externe, grâce aux alliés iraniens (les drones shahed-136²)³, et nord-coréens (l'important stocks de munitions de Pyongyang, notamment des missiles balistiques⁴). De manière interne, le Kremlin redirige son économie en faveur de l'effort militaire. Près de 106 milliards d'euros du budget russe sont alloués aux dépenses militaires et de sécurité, un montant atteint pour la dernière fois durant l'époque soviétique (une augmentation de 70% sur un an, équivalent à 6% du PIB)⁵. Dans le même temps, la production d'énergie fossile russe a trouvé preneur malgré les sanctions occidentales. L'Europe, l'Australie et les Etats-Unis continuant d'acheter du pétrole russe par l'entremise de pays tiers (Chine, Inde, Turquie, Singapour, les Emirats Arabes Unis), avec l'Union Européenne comme principale importatrice de cet or noir blanchis (à hauteur de 17,7 milliards d'euros sur les 12 mois suivant le début du conflit russo-ukrainien)⁶. Malgré tout, l'exportation gazier russe s'est retrouvée à l'arrêt, du fait du sabotage des gazoducs Nord Stream, le 22 septembre 2022. La conséquence principale étant le tarissement d'importantes sources de

¹ Dimitri K., « Bull' Géopo' n°8 : du 23 octobre au 05 novembre 2023 », *Diplomatis*.

² Ouest-France, avec AFP, « Guerre en Ukraine. Que sait-on des Shahed-136, ces drones kamikazes iraniens utilisés par Moscou ? », *Ouest-France*, 10/10/2022.

³ Durant le conflit russo-ukrainien, la Russie implante une usine de production de drone Shahed-136 sur son territoire, et l'exploite sous licence Geran-2 accompagné de diverses modifications. Voir : Fabrice Wolf, « GERAN-2, du missile low-cost à la munition rôdeuse », *meta-defense.fr*, 15 juillet 2024.

⁴ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « Corée du Nord – Transferts de missiles balistiques entre la Corée du Nord et la Russie – Communiqué conjoint des ministres des Affaires étrangères de 48 pays et du Haut Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères », 10 janvier 2024.

⁵ Benjamin Quénelle, « La Russie augmente considérablement le budget de son armée », *Les Echos*, 16 octobre 2023.

⁶ Lauri Myllyvirtan, « The Landromat : EU, G7 and Australia's indirect imports of Russian oil revealed », *Centre for Research on Energy and Clean Air*, 19 April 2023.

revenus pour le Kremlin, grâce au gaz naturel, en plus de la perte d'un important levier de coercition, à l'encontre de l'Union Européenne, pour Vladimir Poutine⁷.

Concernant l'autre belligérant, la situation sur le front se tend à la suite de l'échec de la contre-offensive. La raison principale concerne les munitions. Alors que les forces russes pilonnent, notamment les infrastructures énergétiques⁸, les ukrainiens ne peuvent répondre à cause d'un manque criant de stocks d'obus. Les alliés européens peinent à remettre en branle leurs industries de défense, pensant que les dividendes de la paix allaient retomber *ad vitam aeternam*. Par exemple, l'essentiel de la Base industrielle et technologique de défense (BITD)⁹ française, durant les trente dernières années, reposa essentiellement sur une logique de flux. La cause principale étant l'effondrement de l'URSS marquant la fin de l'opposition des blocs entre l'Est et l'Ouest. Depuis, une conception différente des opérations extérieures s'est construite, celles-ci se concentrant davantage sur des missions de maintien de la paix ou de lutte contre le terrorisme. Dès lors, avec la mise en place de cette logique de flux, la France ne constituait plus de stocks de munitions et de matières premières. Ceci expliquant la difficulté, pour les alliés européens de l'Ukraine, de pouvoir fournir la quantité de munitions nécessaire. La volonté politique affichée étant le rapprochement de l'économie de guerre par l'industrie de l'armement¹⁰.

Outre-Atlantique, les Etats-Unis font face à de profondes divisions de politique interne. L'aide, en provenance du continent américain, a mis de nombreux mois à être débloquée, du fait de nombreuses tergiversations entre une majorité souhaitant soutenir l'Ukraine et une partie du Grand Old Party, favorable aux idées de Donald Trump. Les cinq premiers mois de l'année 2024 voient l'Ukraine perdre du terrain, petit à petit, face à l'artillerie russe. Même si l'enveloppe de 60,8 milliards de dollars, adoptée par la Chambre des représentants le 20 avril 2024, viendra sensiblement soutenir les troupes de Kiev, la situation reste précaire. C'est dans ces conditions que, le 26 février 2024, le Président français Emmanuel Macron, au détour d'une conférence internationale de soutien à l'Ukraine organisée à l'Elysée, a déclaré : *“il n’y a pas de consensus aujourd’hui pour envoyer de manière officielle, assumée et endossée des troupes au sol. Mais en dynamique, rien ne doit être exclu. Nous ferons tout ce qu’il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre”*¹¹.

⁷ La Commission Européenne ayant mis en place le plan 'REPowerEU' pour réduire sa dépendance au gaz russe. Ce plan reposant sur trois piliers : diversifier l'approvisionnement en gaz, réduire plus rapidement l'utilisation des combustibles fossiles, développer massivement les énergies renouvelables. Voir : Représentation en France, « L'Europe peut-elle se passer du gaz russe », *Représentation en France de la Commission Européenne*, 16 mai 2024.

⁸ L'Ukraine ne fonctionnait qu'avec 40% de sa capacité de production énergétique, en Avril 2024, avec des dommages directs chiffrés de l'ordre de 9 milliards d'euros pour ce secteur. Source : Suriya Evans-Pritchard Jayanti, « Darkness Closes in on Ukraine », *Center for European Policy Analysis (CEPA)*, April 15 2024.

⁹ Une BITD regroupe l'ensemble des entreprises travaillant dans le secteur de la défense. Elles sont sollicitées pour concevoir et construire divers équipements pour les armées.

¹⁰ La Croix (avec AFP), « Economie de guerre : Emmanuel Macron appelle à un « effort durable » de l'industrie de défense », *LA CROIX*, le 11/04/2024.

¹¹ « Conférence de soutien à l'Ukraine », *Palais de l'Elysée*, 27 février 2024.

Au départ, colombe, militant pour la paix par la voie diplomatique¹², Emmanuel Macron se mue en faucon. Par cette phrase, le chef d'Etat français lance un pavé dans la mare. La possibilité d'envoyer des troupes occidentales, sur le territoire ukrainien, reste un tabou. Depuis le début de l'invasion russe, les discussions, tournant autour d'un possible statut de co-belligérance de l'Occident, reviennent fréquemment; notamment à cause de la fourniture de matériel dont la constitution s'avère de plus en plus perfectionnée au fil du conflit¹³.

Néanmoins, nous sommes en droit de nous demander en quoi l'ambiguïté stratégique du Président Macron peut aider Kiev, et comment les réactions alliées peuvent la consolider pour envoyer un message à Vladimir Poutine.

¹² Emmanuel Macron essaya, jusqu'au 22 février 2022, d'être un médiateur pro-actif sur la question russo-ukrainienne. Multipliant les échanges téléphoniques avec Joe Biden, Vladimir Poutine, et Volodymyr Zelensky. Avec une rencontre de ces derniers respectivement à Moscou, le 07 février 2022, et Kiev, le 08 février 2022. Sans oublier, dans un entretien à la Dépêche du midi, le 03 juin 2022, l'expression du Président Macron : « il ne faut pas humilier la Russie ». Une expression ayant eu pour conséquence une relative crispation des alliés de la France.

¹³ Cela commença avec des casques, des munitions, puis des armes, des chars, et enfin des avions de chasse. Sans oublier les différents débats relatifs aux systèmes permettant de toucher le territoire russe à distance. L'exemple le plus représentatif concerne les missiles SCALP-EG (ou Storm Shadow en anglais) d'une portée de 500 kilomètres, et livrés à l'Ukraine au cours de l'année 2023 dont l'usage est, strictement, circonscrit au territoire ukrainien.

I - Une ambiguïté stratégique inexistante en Ukraine.

Le huitième Président de la Ve République française désire, par cette déclaration, relancer l'ambiguïté stratégique. Ce concept, théorisé par le stratège chinois Sun Tzu, au VI^e siècle avant J.C., expose le principe de laisser volontairement un flou quant à la riposte donnée à une attaque militaire. L'ambiguïté stratégique peut servir autant pour soi que pour aider ses alliés. Par exemple, les Etats-Unis ont rompu toute relation officielle, et diplomatique, avec Taïwan dès lors qu'ils ont reconnu la République Populaire de Chine. Toutefois, même si le Taiwan Relations Act de 1979, signé entre Taipei et Washington, n'oblige pas les américains à lui porter assistance, ces derniers restent volontairement indistincts au sujet d'une potentielle assistance en cas d'invasion de Taipei¹⁴. A partir de là, le *statu quo* s'est institué concernant l'ancienne Formose où l'île conserve une autonomie de fait, sans revendiquer une quelconque indépendance formelle.

Utiliser l'ambiguïté stratégique peut aider à résoudre des situations. Cependant la base de cette stratégie est de ne pas placer de ligne rouge. Autant pour l'efficacité de la manœuvre que de la crédibilité de l'Etat la mettant en place. Lorsque Barack Obama, alors Président des Etats-Unis, fixe une "ligne rouge" relative à l'utilisation des armes chimiques par les troupes de Bachar Al-Assad¹⁵, à l'occasion de la guerre civile syrienne, un porte-à-faux s'est constitué pour son administration. En effet, une fois qu'il a été prouvé que le régime syrien utilisa pareilles armes à l'encontre de sa population, Washington n'a point réagi militairement, privilégiant la voie diplomatique¹⁶. De cela en découle le fait qu'utiliser l'ambiguïté stratégique peut porter atteinte à la crédibilité internationale d'un acteur.

L'un des éléments constitutifs, donc, cette stratégie politico-militaire, repose essentiellement sur la rhétorique, et les éléments que l'on laisse filtrer, ou non, volontairement à l'adversaire. Alors que le Président Joe Biden déclare que les Etats-Unis n'interviendraient pas militairement sur le sol ukrainien¹⁷, Vladimir Poutine constata qu'il possédait les coudées franches pour manœuvrer à sa guise. La guerre exigeant aux belligérants d'être pourvu des marges de manœuvre les plus agréables pour leurs armées; savoir que la première puissance mondiale et, *de facto*, l'une des principales alliances militaires qu'est l'OTAN, ne s'impliquera pas dans un conflit direct en Ukraine, laissa donc un "blanc-seing" pour le dirigeant russe. Il est important de noter que les propos de Joe Biden s'adressent d'abord à sa population qui se questionne quant aux engagements militaires des Etats-Unis. Toutefois, comme nous le verrons plus bas, les déclarations politiques, au niveau exécutif d'un pays et s'agissant d'une échelle stratégique, possèdent des conséquences annexes.

Cette situation reste inchangée depuis le 24 février 2022. Les troupes de l'Alliance Atlantique postées, sur son flanc est, ne possèdent qu'un objectif de dissuasion vis-à-vis de ses frontières.

Ce qu'annonce le Président Macron peut intimider, mais la question mérite d'être débattue. Une présence militaire occidentale compliquerait les calculs stratégiques russes. Les zones où des troupes seraient stationnées ne pourraient être visées, en première intention, sous peine de représailles des pays de l'OTAN (dans le cas où un militaire occidental serait mort ou grièvement blessé).

¹⁴ Il reste à noter qu'un durcissement de cette posture américaine s'est observé durant le mandat de Joe Biden.

¹⁵ Mark Lander, « Obama threatens Force against Syria », *The New-York Times*, August 20, 2012.

¹⁶ Romain Houeix, « A history of the Syria chemical weapons 'red line' », *France 24*, April 14, 2018.

¹⁷ Zachary B. Wolf, « Here's what Biden has said about sending troops to Ukraine », *CNN*, February 24, 2022.

Il est important de noter que des militaires occidentaux se trouvent déjà sur le territoire ukrainien. A titre d'exemple, la Gendarmerie Nationale française déploie, dans un cadre plurimissionnel¹⁸, des personnels depuis le début du conflit.

II - Le manque de cohésion chez les Européens.

Le conflit ukrainien engage, comme vu plus haut, deux belligérants directs soutenus par leurs alliés. La phrase sur l'envoi des troupes d'Emmanuel Macron possède plusieurs strates de lecture.

La principale étant, évidemment, à destination de l'Ukraine et de la Russie. Pour Kiev, considérer qu'un soutien occidental est toujours d'actualité, et la Russie pour transmettre le message que l'Europe ne laissera pas tomber l'Ukraine, voire même pourrait renforcer cette dite aide. Alors que le dirigeant du Kremlin ne calcule qu'en fonction des rapports de force, instiller l'ambiguïté stratégique d'un possible déploiement de troupes otanniennes sur le territoire ukrainien peut être éloquent, encore faudrait-il que le message envoyé soit suivi d'un consensus par les différents Etats occidentaux.

La seconde strate est à destination du bloc des alliés. En premier lieu, les Etats-Unis. La première puissance mondiale connaît une intense polarisation de sa politique intérieure. A l'image de la difficile adoption du paquet d'aides, pour l'Ukraine, au printemps 2024; deux fronts s'opposent sur la politique extérieure américaine¹⁹. Devant la possibilité d'une accession, à nouveau, du Président Trump à la Maison-Blanche, les européens se doivent d'envoyer un signal fort d'unité. En effet, le 45e Président des États-Unis, en pleine campagne pour novembre 2024, continue d'être critique à l'égard de l'OTAN²⁰ et de la guerre en Ukraine. Alors qu'une réduction de la contribution américaine, à l'Alliance Atlantique, reste une éventualité; l'accession républicaine à la présidence amènerait également une résolution du conflit russo-ukrainien en "24 heures", selon les termes du candidat en lice²¹. Propre à cette culture du "deal" qu'il a fait sienne, Donald Trump compte mettre fin à la guerre à sa façon. Cette ombre planante, le Président Macron peut avoir trouvé bon d'être rassembleur autour d'un objectif unique : celui de pousser les pays du vieux-continent à être autonome sur les questions de défense, notamment concernant la gestion de la crise russo-ukrainienne.

Les propos du pensionnaire du Palais de l'Élysée ne doivent pas paraître l'œuvre d'un unique homme, pour qu'ils soient porteurs d'effets. Néanmoins, l'ambiguïté stratégique s'essouffle vite lorsque l'on remarque les premières réactions alliées. Un schisme apparaît entre deux camps, autant à l'échelle européenne que de l'Alliance Atlantique.

¹⁸ La Gendarmerie Nationale a déployé, depuis le 24 février 2022, plusieurs unités sur le sol ukrainien. Le GIGN pour la protection des représentants et des emprises diplomatiques, l'IRCGN pour son expertise scientifique, l'OCLCH pour mener l'enquête sur des potentiels crimes de guerre à l'encontre de ressortissants français et l'OCLAESP est en appui des autorités ukrainiennes dans le cadre d'enquêtes sur de potentiels crimes de guerre ayant un impact environnemental. Voir : commandant Céline Morin, « L'Ukraine, l'engagement plurimissionnel de la gendarmerie en zone de guerre », *Gendinfo*, 25 septembre 2023.

¹⁹ Le seul point de convergence, sur les Affaires étrangères américaines, concerne le « pivot asiatique » institué sous la Présidence de Barack Obama.

²⁰ Franceinfo avec AFP, « S'il est réélu, Donald Trump ne garantit pas la sécurité de l'OTAN face à la Russie », *FranceInfo*, 11 février 2024.

²¹ Anders Hagstrom, « Trump describes how he could solve Russia-Ukraine conflict in 24 hours », *Fox News*, July 16 2023.

Le premier, comptant principalement des Etats européens de l'ouest et du continent américain, réfute toute possibilité d'envoi de troupes occidentales en Ukraine. Dès l'annonce faite par Emmanuel Macron, l'Allemagne²², l'OTAN²³, et le Canada, entre autres, ont tenu à se désolidariser de cette initiative. Le second groupe, constitué principalement des Etats baltes et de la Pologne²⁴. Ces derniers, du fait de leur proximité géographique avec la Russie, sont parmi les plus actifs dans le soutien à l'Ukraine et l'application de sanctions à l'encontre de Moscou.

Une fois ce schisme présenté, il en ressort que les intérêts divergent. Les premiers ne souhaitent s'engager dans un affrontement militaire avec la Russie, au risque d'un élargissement du conflit. Les seconds, pays limitrophes de Moscou, craignent pour leur intégrité territoriale, avec les Etats baltes subissant déjà des tentatives de déstabilisations russes. La tentative la plus emblématique, en 2024, concerne un avis de recherche russe lancé à l'encontre de la Première ministre estonienne Kaja Kallas, du secrétaire d'Etat estonien, Taimar Peterkop et du ministre de la Culture de Lituanie, Simonas Kairys, sur le motif sibyllin « d'actions hostiles » à la suite de l'enlèvement de monuments soviétiques²⁵.

Néanmoins, il est important de constater que le continent européen se retrouve diviser au moment même où, comme vu plus haut, Donald Trump peut se faire réélire, dans un contexte international des plus explosifs. Ce dernier clamant, en plein meeting politique, qu'en plus de ne pas les défendre, il pousserait la Russie à s'en prendre aux pays, de l'Alliance Atlantique, ne payant pour leur protection (sous-entendu, une participation suffisante à l'OTAN)²⁶.



Le Président français Emmanuel Macron, à l'Elysée, durant la Conférence en soutien de l'Ukraine, le 26 février 2024 (© Crédit photo : GONZALO FUENTES/AFP)

²² Dimitri K., « Bull' Géopo' n° 12 : du 19 février au 03 mars 2024 », *Diplomatis*.

²³ *Ibid.*

²⁴ Stuart Lau, « France finds Baltic allies in its spat with Germany over Ukraine troop deployment », *Politico*, Marc 8, 2024.

²⁵ The Associated Press, « Russia puts the leader of NATO member Estonia on a wanted list over the removal of Soviet-Era monuments », *AP*, February 13, 2024.

²⁶ James FitzGerald, « Trump says he would 'encourage' Russia to attack Nato allies who do not pay their bills », *BBC*, 11 February 2024.

Conclusion

La phrase tenue par le Président de la République française pose sur la table une possibilité dont découle une conséquence politico-militaire. Longtemps resté tabou, l'envoi de troupes occidentales sur le territoire ukrainien a fait frémir les principales chancelleries otanniennes. L'ambiguïté stratégique qui émane de ces propos permet, néanmoins, de s'interroger sur l'impact qu'aurait cette présence militaire. La Russie utilise massivement l'artillerie pour tenter de prendre l'ascendant sur son adversaire. Autant pour combattre les troupes sur la ligne de front, que pour toucher des cibles en arrière-garde. D'où le fait que les Russes ont dû, durant l'été 2023, repenser leur stratégie après avoir perdu près de cinq milles pièces d'artilleries²⁷. De cela, en résulte le fait que la présence de militaires occidentaux permettrait de sanctifier des zones pouvant être visées par les obus de Moscou. Là réside l'intérêt de l'ambiguïté stratégique. La complication de la lecture du champs de bataille, qui s'ajouterait au brouillard de la guerre pré-existant, pousserait les stratégies russes à davantage de précaution dans leurs manoeuvres.

La situation reste, néanmoins, figée puisque les différents Etats, à l'exception des pays baltes, refusent de s'associer à cette hypothèse provenant de France. L'absence de cohésion, issue de ces réactions, reste éloquent, et présente à Vladimir Poutine que le bloc occidental, soutenant Kiev, n'est pas uniforme dans ses intentions²⁸. Cependant, il ne faut pas éluder la possibilité qu'Emmanuel Macron puisse avoir pris de court les chefs d'Etat et de gouvernement présents à la réunion. Dans l'effet recherché, même si cela peut envoyer un message de soutien réitéré à l'Ukraine, cette désunion amène la constatation qu'il peut s'agir d'un coup d'épée dans l'eau.

Toutefois, nous avons pu constater que rien n'est définitif, et comme l'a si bien rappelé le Président Macron, le 26 février 2024, sur les remises en question en terme de décision : « *Beaucoup de gens qui disent : « jamais, jamais » aujourd'hui, étaient les mêmes qui disaient : « jamais, jamais des tanks, jamais, jamais des avions, jamais, jamais des missiles de longue portée, jamais, jamais ceci ...* »²⁹. En somme, aujourd'hui la situation est telle qu'elle l'est, il est possible que, demain, celle-ci évolue dans le sens du « sursaut stratégique » souhaité par le chef de l'Etat français.

KURASZYK Dimitri

²⁷ Nick Reynolds, « How Russia Lost '5,000 Artillery Systems' in Ukraine », *The Royal United Services Institute*, 09 August 2023.

²⁸ Principalement sur le soutien militaire où d'intenses tractations s'échelonnent, entre les alliés de Kiev, depuis le 24 février 2022 (cf supra n°13). Néanmoins, les membres du G7 possèdent un consensus sur les différentes sanctions à l'encontre de l'Etat russe (comme l'embargo sur les semi-conducteurs), et des principales personnalités politico-économiques possédant un lien avec l'agression russe actuellement.

²⁹ « Conférence de soutien à l'Ukraine », *Palais de l'Élysée*, 27 février 2024.